

Mythes fondateurs et évacuation conceptuelle

Comment les mythes fondateurs d'Israël ont déterminé l'évacuation conceptuelle des Palestiniens, pendant et après leur évacuation physique. L'invention du "transfert rétroactif" et des "absents présents" comme euphémismes glacés du nettoyage ethnique.

Effacements

par **Gabriel Piterberg**

Trois mythes fondateurs sous-tendent, aujourd'hui encore, la culture israélienne. Ce sont : la "négation de l'exil" (*shelilat ha-galout*), le "retour à la terre d'Israël" (*ha-shiva le-Eretz Yisrael*) et le "retour à l'histoire" (*ha-shiva la-historia*). Ils sont inextricablement mêlés dans la narration directrice du sionisme, ce récit qui explique "comment nous en sommes arrivés là où nous sommes et où nous devrions aller désormais".

La négation de l'exil établit une continuité entre un passé ancien où existait une souveraineté juive sur la terre d'Israël et un présent qui renoue avec elle dans la recolonisation de la Palestine. Entre les deux, ne reste pas plus qu'une sorte d'interminable intérim. La dépréciation de la période de l'exil est partagée par tous les sionistes, à des degrés divers de rigidité, et dérive de ce qui est, dans leur perspective, un présupposé incontestable : de temps immémorial, les Juifs ont constitué une nation territoriale. Il s'ensuit qu'une existence non-territoriale doit être anormale, incomplète et inauthentique. En lui-même et par lui-même, comme expérience historique, l'exil est vide de sens. Bien qu'il ait pu donner lieu à des réalisations culturelles d'importance, l'exil ne pouvait, par définition, pas avoir été un sain accomplissement du *Geist* [l'esprit, le génie - NdT] de la nation. Tant qu'ils y étaient condamnés, les Juifs – en tant qu'individus ou que communautés – pouvaient au mieux mener une existence partielle et transitoire, dans l'attente de la rédemption d'une "ascension" (*aliyah*) une fois encore, vers la terre d'Israël, le seul endroit où le destin de la nation pourrait s'accomplir. Dans ce cadre mythique, les Juifs de l'exil n'ont jamais vécu qu'à titre provisoire, comme des sionistes en puissance ou des proto-sionistes, aspirant à "retourner" sur la terre d'Israël. [1]

Ici, le second mythe fondateur complète le premier. Dans la terminologie sioniste, la récupération par le peuple de sa patrie promettait d'assurer la normalisation de l'existence juive ; et l'endroit désigné pour cette répétition de l'Exode serait le territoire de l'histoire biblique telle qu'élaborée dans la culture protestante des dix-huitième et dix-neuvième siècles. L'idéologie sioniste définissait cette terre comme vide. Cela ne signifiait pas que dirigeants et colons sionistes ne savaient rien de la présence d'Arabes en Palestine ou qu'ils les ignoraient obstinément. Israël était "vide" en un sens plus profond. Car la terre, elle aussi, était condamnée à l'exil, aussi longtemps qu'il n'y avait pas de souveraineté juive sur elle : elle était dépourvue de toute histoire significative ou authentique, dans l'attente de la rédemption par le retour des Juifs. Le slogan sioniste le mieux connu, " une terre sans peuple pour un peuple sans terre ", exprimait un double déni : de l'expérience historique à la fois des Juifs en exil et de la Palestine sans souveraineté juive. Bien sûr, puisque la terre n'était pas à proprement parler vide, la récupérer nécessitait d'établir l'équivalent d'une hiérarchie coloniale – sanctionnée par l'autorité de la Bible – de ses gardiens historiques sur tels intrus qui pourraient y être restés après le retour. Les colons juifs devaient se voir octroyer des privilèges exclusifs dérivant du Pentateuque et les Arabes palestiniens être traités comme faisant partie de l'environnement naturel. Dans la culture hébraïque machiste des temps modernes, connaître une femme, au sens biblique, et connaître la terre sont devenus pratiquement interchangeables en termes de possession. Les colons sionistes étaient des sujets collectifs qui agissaient, et les Palestiniens autochtones devenaient des objets sur lesquels agir.

Le troisième mythe fondateur, le "retour à l'histoire", révèle, plus que tout autre, à quel point l'idéologie sioniste était étayée par l'émergence du nationalisme romantique et de l'historicisme allemand dans l'Europe du dix-neuvième siècle. Sa prémisse est que la forme naturelle et irréductible de la collectivité humaine est la nation. Dès l'aube de l'histoire, les peuples ont été groupés en de telles unités et bien qu'elles aient pu, à un moment ou un autre, être minées par des divisions internes ou opprimées par des forces externes, elles sont en fin de compte tenues de trouver une expression politique sous la forme d'états-nations souverains. La nation est le sujet historique autonome par excellence, et l'Etat est le telos de sa marche vers l'épanouissement. Selon cette logique, tant qu'ils étaient exilés, les Juifs restaient une communauté en dehors de l'histoire qui sert de demeure aux nations européennes. Seules des nations qui occupent le sol de leur patrie et y établissent une souveraineté politique, sont capables de façonner leur propre destin et d'entrer dans l'histoire par cette logique. Seul le retour de la nation juive sur la terre d'Israël, surmontant sa docile passivité d'exil, pouvait lui permettre de rejoindre l'histoire des peuples civilisés.

Nettoyer la Palestine

Métaphoriquement vide, habitée de fait par des Arabes, comment la Palestine a-t-elle été " vidée " pour permettre la création d'Israël ? Récemment, après s'être fait longtemps attendre, des controverses ont éclaté à propos des origines de l'Etat actuel, suscitées par le travail d'historiens non soumis à ses mythes fondateurs. C'est là un développement bienvenu : une bonne part de mystification consacrée a été écartée. Mais il y a danger que le débat se focalise trop étroitement sur la seule question de savoir si oui ou non il y avait un plan israélien global pour mener à bien une expulsion complète des Arabes palestiniens de leurs maisons, en 1948. [2] La pression morale derrière cette question obsédante est compréhensible et devrait être respectée. Mais il est vrai aussi qu'elle tient pour acquis que ce qui compte, c'est le cadre des auteurs et non pas la

perspective des victimes. L'existence ou non d'une intention sioniste explicite de déclencher un nettoyage ethnique, sous le couvert de la guerre, pose des problèmes que les Israéliens doivent certainement affronter. Mais pour les Palestiniens qui ont perdu leurs maisons, leurs biens, leurs droits et leurs identités, il importe peu que le désastre qui leur est arrivé ait résulté de décisions prises sur place par des chefs militaires et des bureaucrates locaux ou de la compréhension implicite que tel était le vœu de la direction politique sioniste, ou d'une atmosphère diffuse et d'une idéologie qui tenaient les expulsions massives pour souhaitables – ou toute combinaison de ces éléments. Ce qui comptait pour les Arabes chassés de leurs terres, c'était le fait de leur dépossession et de leur transformation en réfugiés. Les rituels rétrospectifs de mauvaise conscience risquent de devenir un luxe que seul le vainqueur peut s'offrir, sans effet pour les victimes qui ont dû vivre avec les résultats.

La réalité est que l'éventualité d'expulsions massives était inhérente à la nature de la colonisation sioniste en Palestine bien avant que la guerre n'éclate en 1948. La prise en considération de notions de “ transfert ” de population a cessé d'être juste une idée abstraite après le rapport de la Commission Peel, à la fin des années 1930. Après tout, comme l'observe avec justesse Zeev Sternhell, le sionisme était à bien des égards un exemple typique du nationalisme “ organique ” de l'Europe centrale et orientale – par opposition à un nationalisme “ civique ”. [3] Ce type avait une exigence sauvage d'homogénéité ethnique, excluant d'emblée toute possibilité pour le mouvement sioniste d'accepter un état binational en Palestine. Etant donné la démographie de la Palestine en 1947, l'établissement d'un état juif réclamait inexorablement l'évacuation de Palestiniens de leurs fermes et de leurs villes. Cependant, la forme que ce “ transfert de population ” devait prendre ne nécessitait pas un plan d'expulsion prémédité par le gouvernement israélien (par opposition au calcul de fonctionnaires isolés ou d'agences bureaucratiques). La décision cruciale fut bien plutôt d'empêcher à tout prix les Arabes palestiniens de revenir dans leurs maisons, sans égard aux circonstances dans lesquelles ils les avaient “ quittées ” ni à la manière dont leur “ départ ”, effectué sous la contrainte, au beau milieu de la guerre, avait clairement été envisagé comme temporaire. Il y eut, bien entendu, des expulsions délibérées et massives. La tristement célèbre Opération Danny, du 10 au 14 juillet 1948, qui s'est soldée par un massacre à Lydda et le transfert forcé, vers la Jordanie, de la population entière des bourgades de Ramlah et Lydda – à seize kilomètres au sud-est de Tel Aviv – est un exemple bien connu. [4] Mais la décision vraiment cruciale, et qui fut pleinement consciente et explicite, fut de s'assurer que l'effondrement de la communauté palestinienne, qui s'était produit sous la pression d'une guerre totale entre Israël et les pays arabes, fût irréversible.

Pour ce qui a suivi, nous devons beaucoup aux recherches récentes et exceptionnelles de Haya Bombaji-Sasportas de l'Université Ben Gourion dans le Néguev. [5] En avril 1948, Haïfa est tombé sous un assaut israélien. En juin, le Ministre des Affaires étrangères, Moshe Sharett – qui reste, aujourd'hui encore, une des coqueluches des Israéliens “ modérés ” – a dit à ses collègues : “Selon moi, c'est la chose la plus surprenante : que le pays se soit vidé de la communauté arabe. Dans l'histoire de la terre d'Israël, la chose est plus étonnante que l'établissement de l'état hébreu lui-même. Cela s'est produit au cœur d'une guerre que la nation arabe nous a déclarée, parce que les Arabes ont fui de leur plein gré – et leur départ constitue un de ces changements révolutionnaires après lesquels l'histoire ne retourne pas à son cours antérieur, comme nous le voyons avec l'issue de la guerre entre la Grèce et la Turquie. Nous devrions être prêts à payer pour la terre. Cela ne signifie pas que nous devrions acheter des terres à chaque [Arabe]. Nous recevrons des fonds et des terres qui pourront

être employés pour aider à établir des Arabes dans d'autres pays. Mais ils ne reviennent pas. Et c'est notre politique : ils ne reviennent pas". [6]

Un jour plus tôt, dans une lettre à un fonctionnaire important de l'Agence Juive, Sharett définissait le dépeuplement du pays de ses habitants arabes comme "une chose merveilleuse dans l'histoire du pays et, en un sens, plus merveilleuse encore que l'établissement de l'Etat d'Israël". [7]

"Transfert rétroactif"

Partout, les bureaucrates ont des modes de penser et des formes d'expression particulières qui produisent parfois des formules d'une justesse à vous glacer. Yossef Weitz, directeur du Département des Terres, au Fonds National Juif, et l'un des partisans les plus acharnés du transfert, constitue un exemple marquant. A une date aussi précoce que le 28 mai 1948, alors qu'il dirigeait le semi-officiel Comité du Transfert constitué de trois membres, il notait dans son journal une rencontre avec Sharett. A cette occasion, Weitz a demandé à Sharett s'il pensait qu'une action méthodique devait être entreprise pour garantir que la fuite des Arabes de la zone de guerre soit un fait irréversible, et il définissait la visée d'une telle action comme un "transfert rétroactif" (*transfer be-di 'avad*). Sharett a dit oui. [8]

La formule de Weitz sous-tend le discours confidentiel des fonctionnaires et des politiciens israéliens de l'époque. A partir de la prise de Haïfa, probablement, et avec une intensité et une férocité croissantes durant l'automne 1948, les territoires conquis par les armes israéliennes ont été vidés des Arabes, sans qu'un plan global ait été nécessaire pour les chasser. Il y avait toute une série de moyens par lesquels le pays devenait "sans Arabes" : le départ des riches ; la fuite temporaire des civils hors des zones menacées de combats lourds ; et expulsion à part entière. [9] Ce qui est amplement documenté et démontrable, c'est le caractère froidement délibéré de la politique du "transfert rétroactif" qui est sortie de ces mécanismes. Telle fut la décision fondamentale qui a été systématisée, bureaucratisée et légalisée dans les années 50, avec des conséquences à long terme à la fois pour les Palestiniens et pour les Juifs, en Israël et en dehors. Aujourd'hui encore, ce qui définit structurellement la nature de l'état israélien, c'est le retour de Juifs et le non-retour d'Arabes en Palestine. Si cette dynamique de retour/non-retour venait à disparaître, l'état sioniste perdrait son identité.

Narrations officielles

La mise en œuvre matérielle de la politique de non-retour signifiait la brutale démolition, en temps de guerre, de villages occupés et dans certains cas, de quartiers urbains ; la confiscation de terres et de propriétés ; l'établissement de Juifs dans des lieux rendus sans-Arabes. Les résultats ont été complétés, dans les années 50, par des mesures légales systématiques affectant à la fois les réfugiés hors d'Israël et ceux qui étaient en Israël et que l'Etat définissait comme ses citoyens (de seconde classe). Mais l'effacement de la vie arabe en Palestine n'était pas seulement physique. Il se situait aussi au niveau du discours. Un groupe de fonctionnaires à la tête de ce qui était considéré comme expertise à propos de la "question arabe", était responsable de cet aspect de l'opération. Ce groupe comptait deux types distincts de fonctionnaires. L'un était passé par le département de politique étrangère de l'Agence Juive ou par l'unité de renseignements de la Haganah, dans la période d'avant l'Etat. Ceux-ci parlaient l'arabe, avaient l'expérience de traiter avec des Arabes, tiraient orgueil d'être des experts de terrain et étaient connus comme arabisants (*arabistim*). Les membres de l'autre

contingent étaient les produits, mieux instruits, d'universités européennes – surtout allemandes – et de l'Université Hébraïque de Jérusalem ; ils connaissaient l'arabe écrit (*fousha*), croyaient avoir une compréhension plus large et plus profonde de l'ennemi que leurs homologues de terrain et étaient connus comme orientalistes (*mizrahanim*). Une fois l'Etat établi, la plupart d'entre eux ont eu des postes dans les rouages du renseignement ou dans les départements Recherche et Proche-Orient du Ministère des Affaires étrangères, ou furent conseillers du Premier Ministre, pour les “ affaires arabes ”. [10]

Après la guerre, une démarche-clé de cet appareil a été, très tôt, de définir la condition critique des réfugiés palestiniens comme une question “ humanitaire ” inextricablement liée à une résolution globale du conflit arabo-israélien, tout en sachant parfaitement qu'une telle résolution n'était pas en vue. Bombaji-Sasportas observe avec raison que cette stratégie a joué un rôle décisif dans l'annulation de la subjectivité des victimes de l'expansion israélienne : ignorant leur identité, leur mémoire et leurs aspirations au profit d'un nœud gordien délibérément fabriqué et qui a, depuis lors, été accepté par le savoir israélien, aussi bien dans le courant dominant que dans le courant critique, comme un fait de la vie. [11] A sa manière, Asher Goren – un fonctionnaire du Ministère israélien des Affaires étrangères – l'a également relevé. Dans un mémorandum du 27 février 1948 résumant le problème des réfugiés, il concluait, après avoir réaffirmé sa dépendance au conflit, pris dans son ensemble, avec les pays arabes : “ Ceux qui recherchent un compromis [parmi les hommes d'état arabes] veulent le retour [des réfugiés dans leurs maisons]. Les bellicistes s'y opposent. Ce que veulent les réfugiés n'est pas connu et personne ne le leur demande. ” [12]

C'est le semi-officiel Comité du Transfert, dirigé par Weitz – lequel a soumis son premier rapport en novembre 1948 – qui a formulé ce qui deviendra plus tard la narration israélienne officielle du “ problème des réfugiés ”. [13] La fonction principale du Comité était de mettre à exécution et de superviser la politique de non-retour par démolition systématique et effacement de villages et quartiers palestiniens, puis la saisie systématique de terres et de propriétés appartenant à des Palestiniens. Le rapport était un énorme document contenant une information très détaillée sur les Palestiniens et les activités du Comité. Il avait textuellement pour objet de faire valoir la conclusion, exposée avec toutes les apparences de l'autorité et de l'objectivité, que la seule solution pour les réfugiés était leur réinstallation dans des pays arabes. Ce rapport peut être vu, après coup, comme *Urtext* [texte original - NdT] de tout discours israélien – académique, bureaucratique, politique – sur le sort de “ ceux qui sont partis ”, tout au moins jusqu'à la publication du travail de Benny Morris dans les années 80 et 90. Il a fourni l'exposé devenu la version standard de l'histoire à des fins de propagande et de politique étrangère. La narration était frauduleuse et il y a des raisons de croire qu'il était consciemment frauduleux. [14] Son thème principal était que les Palestiniens eux-mêmes, leurs dirigeants et des complices dans les pays arabes, portaient l'entière responsabilité de la création du “ problème des réfugiés ”. Le Mufti de Jérusalem, Hajj Amin al-Hussayni, avait conseillé aux Palestiniens de quitter leurs maisons pour revenir avec les armées arabes victorieuses, et réclamer non seulement leur propriété mais aussi celle des Juifs défaits. Il était par conséquent de la responsabilité des Etats arabes de veiller à ce que les réfugiés soient réinstallés là-bas – non seulement parce qu'ils avaient incité à leur déplacement mais encore parce que c'était un “ fait scientifique ” que les sociétés arabes étaient le seul foyer convenant à ces gens puisque la carte de la Palestine avait été transformée et qu'Israël avait les mains chargées par l'absorption des réfugiés juifs chassés du monde arabe.

La disparition de Shaykh Mu'nis

Un événement logiquement concomitant à ce schéma fut une campagne soutenue visant à effacer toute trace du passé palestinien en territoires conquis. Un exemple frappant de la manière dont cette politique a fonctionné en pratique est offert par les récents mémoires de Zvi Yavetz, professeur émérite d'histoire romaine, un des fondateurs de l'Université de Tel Aviv qui a eu, durant trois décennies, le pouvoir de faire et défaire les candidatures dans sa faculté de sciences humaines. Evoquant son rôle dans les premières négociations avec les universitaires, les politiciens et les bureaucrates en vue de fonder l'université, il décrit comment une décision fut prise de déménager le campus à l'état naissant, de ses quartiers provisoires au cœur de Tel Aviv vers Shaykh Mu'nis. [15] Il se trouve que Golda Meir (alors Meyerson) a aussi mentionné Shaykh Mu'nis, début mai 1948 – juste après la chute de Haïfa. S'adressant au Comité Central du Mapai, elle a dit vouloir soulever la question de savoir ce qu'il fallait faire de lieux devenus largement sans-Arabs. Il faudrait, a-t-elle dit à ses collègues, établir une distinction entre villages “ hostiles ” et villages “ amis ”. “ Que faisons-nous des villages qui ont été désertés sans combat, par des amis [arabes] ? ”, a-t-elle demandé. “ Voulons-nous préserver ces villages de telle manière que leurs habitants puissent y retourner, ou souhaitons-nous effacer toute trace [*limhok kol zekher*] indiquant qu'il y avait un village à tel endroit ? ” [16] La réponse de Meir était sans équivoque. Il était impensable de traiter des villages “ comme Shaykh Mu'nis ”, qui avait fui parce qu'il ne voulait pas combattre le Yishouv, de la façon dont des villages hostiles avaient été traités - c.-à-d., soumis au “ transfert rétroactif ”.

Mais les habitants de Shaykh Mu'nis n'ont pas gagné grand-chose à leur classification comme “ amis ”. Jusque fin mars 1948, les chefs de ce gros village du nord de Tel Aviv avaient empêché les irréguliers arabes d'y entrer et avaient même vaguement collaboré avec la Haganah. Ensuite pourtant, l'Irgoun a enlevé cinq notables du village. Suite à quoi, la population a fui en masse, et Shaykh Mu'nis a littéralement disparu – disparition confirmée trois mois plus tard par les renseignements de l'armée israélienne. En d'autres termes, la question apparemment poignante de Golda Meir, début mai, était posée en pleine connaissance de ce qu'il avait cessé d'exister à la fin du mois de mars – examen de conscience typique, bien dans la manière du sionisme travailliste : des larmes de crocodile sur un fait accompli. Ce qui fut jadis Shaykh Mu'nis devint partie d'un riche quartier du nord de Tel Aviv qui prit le nom de Ramat Aviv. C'est là que dans les années 60, l'Université de Tel Aviv fut construite à l'endroit où se trouvait Shaykh Mu'nis moins de vingt ans plus tôt. Yavetz, homme “ de gauche ” bien connu, vétéran de la guerre de 1948 et, faut-il le redire, historien éminent, ne dit pas un mot de ceci. Shaykh Mu'nis n'était plus là et pendant trente ans, le souvenir n'a pu en être évoqué. Mais il y eut finalement une exception, tortueuse et coloniale. Dans les années 90, l'université gagnant en taille et en richesse, un luxueux club pour VIP fut construit sur le campus, appelé la Green House [la serre - NdT]. Son architecture est une version orientaliste israélienne d'une “ résidence arabe ” et son emplacement est la colline où se trouvait jadis la maison du moukhtar de Shaykh Mu'nis (il s'agit d'un club pour VIP, après tout). L'information sur ce qu'a été le passé du site et qui fut son propriétaire, se trouve dans le menu de la Green House.

Dès le départ, les fonctionnaires israéliens étaient parfaitement conscients de la signification de la mémoire et de la nécessité de l'effacer. Le refoulement de ce qui avait été fait pour créer l'Etat était essentiel parmi les Juifs eux-mêmes. Il était encore plus important d'éradiquer le souvenir parmi les Palestiniens. Shamai Kahane est à l'origine d'un des documents les plus saisissants de la campagne officielle menée à cette

fin. Haut fonctionnaire au Ministère des Affaires étrangères, Kahane a été le secrétaire personnel et diplomatique de Sharett en 1953-54, et a joué un rôle décisif dans la création des énormes archives bureaucratiques connues sous le nom de "Dossier Opération Réfugiés". [17] Le 7 mars 1951, il fit une proposition au directeur par intérim du Département Proche-Orient du Ministère des Affaires étrangères, Divon.

Voici le texte de ce mémoire :

" PROPAGANDE PARMIS LES REFUGIES AFIN DE LES
DESILLUSIONNER DE TOUTE IDEE DE RETOUR EN ISRAEL "

"Vous devriez être efficacement aidés par une propagande de photos qui illustreraient d'une manière parfaitement tangible aux yeux [des réfugiés] qu'ils n'ont nulle part où revenir. L'imagination débordante des réfugiés leur fait croire que leurs maisons, leurs meubles et leurs biens sont intacts et qu'ils n'ont qu'à revenir et à les réclamer. Il faut leur ouvrir les yeux afin qu'ils voient que leurs maisons ont été détruites, leurs propriétés perdues et que des Juifs, qui ne sont pas du tout prêts à la leur abandonner, ont pris leur place. Tout ceci peut être communiqué par une voie indirecte qui ne susciterait pas d'inutiles sentiments de vengeance mais présenterait la réalité telle qu'elle est, si amère et cruelle soit-elle.

"Voies d'infiltration d'un tel matériel : une brochure ou une série d'articles accompagnés de photos, publiés en Israël ou à l'étranger, avec une mise en circulation limitée qui ne ferait pas de vagues dans le monde non-arabe mais trouverait son chemin jusqu'à des journalistes arabes qui, par un arrangement préalable, en porteraient à l'attention des réfugiés les contenus pertinents. Autre voie : imprimer les photos avec en-têtes appropriés (les en-têtes : voilà ce qui compte !) dans une brochure qui sera supposée avoir été publiée dans un pays arabe. Le matériel photographique devrait établir un contraste entre les villages arabes du passé et leur aspect actuel, après la guerre et l'installation de Juifs sur les sites abandonnés. Ces photos devraient démontrer que les colons juifs ont trouvé tout en ruines et ont consacré beaucoup de travail à restaurer les villages désertés, qu'ils ont lié leur avenir à ces lieux, qu'ils veillent sur eux et ne sont pas près de vouloir les abandonner.

"Cette proposition présente un certain risque, mais je pense que ses bénéfices seraient plus grands que tout dommage qu'elle pourrait causer, et nous devrions examiner très soigneusement comment l'entreprendre efficacement. "

[18]

Le mémoire de Kahane est une illustration fidèle de l'état d'esprit acharné, impitoyable, de l'establishment israélien lancé dans la transformation de la conscience et de la mémoire de ses victimes. Il peut être vu comme préambule à un rapport minutieux portant sur tous les aspects imaginables du " problème des réfugiés " et que Kahane prépara plus tard dans la même année, en vue des activités du Comité de Conciliation des Nations Unies et de la conférence qu'il parrainait à Paris. [19] Il s'agit d'un document remarquable à divers égards : signe de la promptitude avec laquelle l'héritage arabe en Palestine était devenu un épisode transitoire dans la mentalité officielle ; et de la manière dont absolument tout retour des réfugiés était maintenant présenté comme une impossibilité objective plutôt que comme une éventualité que l'Etat lui-même était, à tout prix, résolu à bloquer. Réaffirmant la thèse familière que les Arabes étaient responsables de leur propre déplacement, Kahane révélait à quel point la Palestine était déjà, pour lui, devenue sans-Arabes. " Du point de vue national ",

écrivait-il, “ la croissance d’une minorité arabe gênera le développement de l’Etat d’Israël comme Etat homogène. ” Un rapatriement, ajoutait-il dans un moment d’altruisme, serait un malheur pour les réfugiés eux-mêmes :

“Si les réfugiés étaient rentrés en Israël, ils se seraient retrouvés dans un pays dont les structures économiques, sociales et politiques différaient de celles du pays qu’ils avaient laissé derrière eux. Les villes et la plupart des villages arabes désertés ont depuis été peuplés de Juifs qui y laissent leur empreinte ineffaçable... Si les réfugiés étaient revenus au milieu des réalités qui se sont développées en Israël, ils auraient certainement éprouvé des difficultés à s’y adapter. Des citadins, gens de métier, marchands et fonctionnaires, auraient dû mener une bataille désespérée de survie dans une économie nationale où toutes les positions clés sont tenues par des Juifs. Les paysans auraient, dans la plupart des cas, été incapables de retourner à leurs terres.”

Kahane répétait là l’argument d’un rapport antérieur, du Ministère des Affaires étrangères, du 16 mars 1949, lui aussi rédigé en vue du Comité de Conciliation qui venait d’être institué par la Résolution 194 des Nations Unies. Ses auteurs paraissent avoir été Michael Comay, directeur du Département Commonwealth au Ministère des Affaires étrangères, et Zalman Lifshitz, ancien membre du Comité du Transfert et conseiller de Ben Gourion sur les questions de terres. Rédigé en anglais et intitulé *Le problème des réfugiés arabes*, ce document insiste lui aussi sur l’impossibilité de quelque “rapatriement” palestinien que ce soit, et cela sur un registre rhétorique détaché, façon la-réalité-a-changé. [20] Le rapport ajoute, cependant, une dramatisation de l’histoire. Dans sa narration, la situation critique des réfugiés est décrite comme si elle était le résultat d’une catastrophe naturelle, dont les conséquences seraient sinistres mais inévitables et irrévocables. L’auteur de l’expatriation, l’Etat pour lequel s’exprime le rapport et au service duquel les auteurs travaillent, n’ont rien à voir là-dedans. Notez l’emploi des constructions impersonnelles et de la voix passive :

“Durant la guerre et l’exode arabe, la base de la vie économique [des réfugiés] s’est désagrégée. Les biens meubles qu’ils n’ont pas emmenés, ont disparu. Le bétail a été abattu ou vendu. Des milliers de maisons, dans les villes et les villages, ont été détruites au cours des combats ou pour en ôter l’usage aux forces ennemies, régulières ou irrégulières ; et la plupart de celles qui sont restées habitables servent de logement provisoire pour des immigrants [juifs]... Mais même si le rapatriement était économiquement faisable, est-il politiquement souhaitable ? Cela aurait-il un sens de recréer cette société duelle qui a si longtemps tourmenté la Palestine jusqu’à conduire à une guerre ouverte ? Dans les meilleures circonstances, une situation complexe et incertaine est créée, où un seul Etat doit être partagé par deux peuples ou plus, qui diffèrent par la race, la religion, la langue et la culture.”

Les “ absents présents ”

L’expression administrative, froidement précise, de Weitz, “ transfert rétroactif ”, raconte l’histoire de la campagne israélienne visant à transformer la Palestine, pour les réfugiés extérieurs qui ont perdu leurs maisons durant ou après la guerre, en un pays où l’on ne revient pas et dont on ne se souvient pas. Une autre expression, d’une portée morale et d’un effet administratif et légal comparables, fut inventée pour les réfugiés

internes, à l'intérieur des frontières de l'Etat. Ceux-ci sont devenus les "présents absents" (*nokhekhim nifkadim*). [21] Bien sûr, comme Bombaji-Sasportas le démontre amplement, "externe" et "interne" constituent, dans ce contexte, des repères supplémentaires de cette détermination de l'establishment israélien d'objectiver, contrôler et déposséder les réfugiés. [22] Si nous les employons ici, c'est pour montrer les réalités qui sont derrière ces mots. Ce que l'expression "absents présents" désigne, c'est l'histoire de la dépossession et du déplacement de ces Palestiniens – leur nombre est estimé à 160.000 – qui se sont retrouvés à l'intérieur de l'Etat d'Israël entre 1948 et 1952. Elle révèle l'axe tacite d'apartheid qui définit, aujourd'hui encore, l'Etat d'Israël : l'interaction entre l'inclusion formelle de Palestiniens comme citoyens et leur exclusion structurelle d'une égalité de droits à l'intérieur de l'Etat. C'est la dialectique d'oppression toute particulière – d'une population formellement présente mais absente sous bien des rapports décisifs – qui rend la définition légale-administrative de ces Palestiniens si froidement précise.

La catégorie des "absents" était à l'origine un terme juridique appliqué à ces réfugiés qui étaient "absents" de leurs maisons mais "présents" à l'intérieur des frontières de l'Etat telles que définie par les accords d'armistice de 1949. La vaste majorité des Palestiniens ainsi classifiés n'ont pas été autorisés à retourner dans leurs maisons, à réclamer leurs propriétés, ou à demander compensations. Bien au contraire, l'Etat a promulgué la Loi sur les Propriétés des Absents en 1950, qui légalisait le pillage de leurs possessions. Le pillage de la propriété arabe a pris une apparence d'énorme transaction foncière menée par l'Etat avec lui-même. Une entité officielle à peine déguisée, appelée "Le Gardien" fut autorisée à vendre des terres d'absents (définies dans la Clause 1 [b] de la Loi) à l'Agence de Développement, un organisme gouvernemental créé précisément pour leur acquisition. Cette agence les revendait ensuite au Fonds National Juif. Au bout de la chaîne, ces terres étaient confiées à titre privé à des Juifs seulement (là est toute l'importance du Fonds National Juif dans l'opération) et progressivement devenaient de facto propriété privée, tout en restant de jure sous la garde de l'Etat. [23]

Effacement culturel

Si tel fut le résultat du statut légal des absents, la notion pleinement dialectique d'"absents présents" fut conçue sur un mode plus littéraire par un autre bureaucrate de haut rang au Ministère des Affaires étrangères, Alexander Dotan. Au début de l'été 1952, il travaillait dans son Département des Institutions Internationales lorsque l'UNRWA a mis fin à ses activités dans le pays et a transmis au gouvernement israélien la responsabilité des réfugiés "internes". En juillet, Dotan était nommé coordinateur interministériel et président du Comité Consultatif sur les Réfugiés. Après quelques recherches, il écrivit alors une série de mémoires qui offraient des instructions de base et des solutions pour le "problème des réfugiés". Le premier document, daté du 9 novembre 1952, se préoccupait spécifiquement de ces réfugiés à l'intérieur d'Israël qui n'avaient pas été autorisés à retourner dans leurs foyers et dont beaucoup habitaient dans d'autres villages et villes palestiniens. Dotan a identifié et défini ces gens – pour la première fois, semble-t-il – comme "absents présents". [24] Les caractéristiques littéraires du mémoire sont frappantes. Mise en récit [*emplotment* - NdT] tragique, prétendue empathie et détachement anthropologique sont tous déployés afin de produire une peinture réaliste de la manière dont les "absents présents" pourraient se rappeler le passé :

“ Le problème fondamental des réfugiés qui dépend entièrement de la politique gouvernementale, c'est la terre. La situation courante, c'est qu'un réfugié vivra souvent dans un village en Galilée attenant à ses terres et son village désertés, comme dans un poste d'observation. La distance n'est habituellement que de quelques kilomètres et, dans la plupart des cas, les réfugiés auraient été en mesure de cultiver leurs terres depuis leur lieu actuel de résidence s'ils y avaient été autorisés, même sans retourner au village abandonné et détruit. Depuis ce poste d'observation qui est aussi son refuge actuel, le réfugié suit ce qui se passe sur ses terres. Il espère et brûle d'y retourner mais il voit les nouveaux immigrés [juifs] qui cherchent à prendre racine sur cette terre, ou ceux qui se la sont vu confier par “Le Gardien”, ou comment les vergers se détériorent progressivement parce que personne n'en prend soin. Le réfugié désire retourner sur sa terre, fût-ce sur une partie, quand elle est, le plus souvent, déjà colonisée par des Juifs, et il cherche alors, habituellement, à se la voir confiée par “Le Gardien”, chose qui lui est refusée.”

Dotan était inflexible dans sa conviction que la prolongation de ces conditions était politiquement et culturellement impossible. Sa conclusion n'était pourtant pas de restituer les propriétés ni d'accorder une véritable citoyenneté aux réfugiés “ internes ”, au moins. Les mythes fondamentaux du sionisme rendaient – et rendent encore – toute conjonction des mots “ retour ” et “ Arabes ” ou “ Palestiniens ” impensable. Ce que Dotan avait en tête était quelque chose d'autre : une assimilation (*hitbolelout*) complète de ces Palestiniens dans la société et l'Etat juifs d'Israël, par effacement de leur mémoire, de leur identité et de leur culture. Dotan employait délibérément le mot même qui était la clé de l'auto-justification du mouvement sioniste : *hitbolelout* était le désastre que la récupération de la terre d'Israël devait prévenir – la disparition du peuple juif par assimilation dans la diaspora. Tel était maintenant l'avenir qui devait être aimablement étendu aux Arabes à l'intérieur d'Israël. Dans un second mémoire, du 12 novembre 1952, Dotan avertissait que la politique officielle en cours pouvait induire les Palestiniens à sentir qu'ils étaient “une minorité nationale persécutée s'identifiant à la nation arabe”. [25] Pour prévenir ce risque, il proposait une nouvelle stratégie qui viserait, d'un côté, “ à intégrer les Arabes dans l'Etat ” en “leur ouvrant les portes de “ l'assimilation”, tout en “ combattant ”, d'un autre côté, “ avec acharnement, ceux qui ne veulent pas ou sont incapables de s'adapter à l'Etat [juif] ”. Dotan avait conscience des probables objections à une telle politique et il les a rencontrées de front. “ On pourrait, à raison, demander : quelles chances y a-t-il que les Arabes veuillent s'assimiler ? Seule l'expérience répondra à cette question, mais si l'on voulait tirer une leçon de l'histoire, on pourrait dire que l'assimilation a été, de temps immémorial, un trait commun au Proche-Orient. ”

La logique coloniale de cette conception se trouvait explicitée avec une clarté saisissante au moment où Dotan poursuivait son explication sur la manière d'arriver à un effacement irréversible de l'identité palestinienne :

“La réalisation d'une politique nouvelle comme celle-là exige un large assaut à la fois de l'Etat et de la population juive du pays contre la minorité arabe et il semble qu'un instrument important en pourrait être la formation d'une mission culturelle juive laïque. Cette mission agirait en tant qu'émissaire du peuple juif et du progrès israélien dans le village arabe. En aucun cas, la politique de parti ne devrait être autorisée à s'y insinuer. Cette mission organiserait des séminaires spéciaux de formation pour conseillers juifs devant opérer dans les

villages arabes, dans la lignée de nos conseillers dans les *ma'abarot* ou les nouvelles colonies, et comme les missions dans les villages indiens du Mexique. [26] Ces conseillers infiltreraient les villages ainsi que les réfugiés qui commenceraient à s'y établir, et accompagneraient les réfugiés dès le premier jour de leur installation... Des missions de deux ou trois conseillers, hommes ou femmes, par groupe de trente à quarante villages, devraient suffire à y opérer des changements agraires. Une telle mission résiderait dans un village ; enseignerait l'hébreu ; offrirait une formation agricole, une assistance médicale, de l'aide sociale, de la guidance ; agirait en tant que médiateur naturel entre le village et les autorités et la communauté hébraïque ; et maintiendrait un contrôle de sécurité sur tout ce qui arrive dans et autour du village. Une telle mission pourrait acquérir de l'influence sur toutes les affaires du village et les modifier en quelques années.”

La proposition de Dotan a encouru les foudres du puissant et impitoyable conseiller aux questions arabes de Ben Gourion, Josh Palmon, qui était partisan de la continuation d'un gouvernement militaire notoirement oppressif, avec l'espoir que cela étendrait le processus de “ transfert rétroactif ” – c.-à-d. d'expulsion de facto – aux réfugiés “internes” également. Mais Dotan a répété son argument sans se laisser décourager. Son rapport suivant, du 23 novembre 1952, avertissant que des puissances extérieures pourraient, autrement, tenter d'imposer à Israël une “ autonomie culturelle ” au profit de la minorité palestinienne, poussera en avant, avec insistance, son plan en faveur d'une *hitbolelout* arabe. Il pourrait difficilement y avoir un exemple plus tangible de la tentative délibérée d'effacer la mémoire même d'une Palestine arabe, que la dernière pierre de l'édifice assimilationniste de Dotan.

Voici ce qu'il écrivait au Ministre des Affaires étrangères :

“Un instrument important pour nous est la reconstitution des anciens noms géographiques et l'hébraïsation [*shi'abour*] des toponymes arabes. A cet égard, la tâche la plus importante est de diffuser l'usage courant des nouveaux noms, processus qui s'est heurté à des difficultés également parmi les Juifs. A Jaffa, le nom “ Jibaliya ” a toujours cours bien que “ Giv'at Aliya ” gagne progressivement sur lui. Par contraste, un nom hébreu n'a pas encore été trouvé pour “ Ajami ” et certains immigrants appellent encore, de manière incorrecte, le quartier arabe qui se trouve là “le Ghetto” ou “le Ghetto arabe”. Il est possible, en étant parfaitement formaliste et avec un endoctrinement adéquat, d'amener les habitants arabes de “ Rami ” [en Haute Galilée] à s'habituer à appeler leur village, oralement et par écrit, “ Ha-Rama ” (Ramat Naftali), ou les habitants de “ Majd al-Kroum ” [aussi en Haute Galilée] à s'habituer à appeler leur village “ Beit ha-Kerem ”. Chez les habitants de ce que les Arabes appelaient “ Shafa'amer ” [près de Haïfa], j'ai déjà entendu le nom [hébraïsé] “ Shefar'am ”. ” [27]

Dotan qualifiait son second mémoire de “Solution Finale du Problème des Réfugiés en Israël”. L'utilisation tranquille de cette expression est frappante. Ce sont là les racines historiques du refus obsessionnel de concéder aux Palestiniens le droit au retour qui – plus que l'unité de Jérusalem – forme la base consensuelle la plus large de la politique israélienne aujourd'hui. C'est cela qui explique la croyance sincère – absurde – que le retrait des territoires occupés en 1967 et le démantèlement des colonies constitueraient un compromis douloureux.

- [1] Cet article est basé sur une partie d'un essai plus long, intitulé "Can the Subaltern Remember ? A Pessimistic View of the Victims of Zionism ", à paraître dans un volume édité par Ussama Makdisi et Paul Silberstein, sur la mémoire et la violence au Moyen Orient et en Afrique du Nord. Ma définition des mythes fondateurs est clairement critique. Elle est marquée par Boas Evron, *National Reckoning* [en hébreu], 1986; Yitzhak Laor, *Narratives with no Natives: Essays on Israeli Literature* [en hébreu], 1995; David Myers, *Re-Inventing the Jewish Past*, Oxford 1995; Amnon Raz-Krakotzkin, 'Exile within Sovereignty' [en hébreu], 2 parts, *Theory and Criticism*, 4, 1993, pp. 23–56 and 5, 1994, pp. 113–32; voir aussi mon 'Domestic Orientalism', *British Journal of Middle Eastern Studies*, 23, 1996, pp. 125–45
- [2] La littérature sur cette question est considérable. Pour des exemples remarquables, voir Ibrahim Abu-Lughod, éd., *The Transformation of Palestine*, Evanston 1971; Christopher Hitchens et Edward Said, éd., *Blaming the Victims*, Verso: Londres et New York 1988; Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947–49*, Cambridge 1987 and 1948 and After, Oxford 1990; Yigal Elam, *The Executors* [en hébreu], 1990, pp. 31–53; Nur Masalha, *Expulsion of the Palestinians: The Concept of 'Transfer' in Zionist Political Thought 1882– 1948*, Washington, DC 1992, et 'A Critique of Benny Morris', in Ilan Pappé, éd., *The Israel/Palestine Question*, Londres 1999, pp. 211–20. Pour un complément récent et de qualité, voir Eugene Rogan et Avi Shlaim, éd., *The War for Palestine: Rewriting the History of 1948*, Cambridge 2001.
- [3] Zeev Sternhell, *The Founding Myths of Israel*, Princeton 1998, pp. 3–47.
- [4] Morris, *Birth of the Palestinian Refugee Problem*, pp. 203–12.
- [5] Haya Bombaji-Sasportas, 'Whose Voice is Heard/Whose Voice is Silenced: the Construction of the Palestinian Refugee Problem in the Israeli Establishment, 1948–52', thèse de MA non publiée, 2000. Je suis profondément reconnaissant à l'auteur d'avoir mis les documents à ma disposition.
- [6] Elam, *The Executors*, p. 31. C'est moi qui souligne.
- [7] Elam, *The Executors*, p. 43.
- [8] Voir Morris, *1948 and After*, pp. 89–144.
- [9] Voir surtout la consciencieuse tentative de Morris de classer chacun des cas sur lesquels il pouvait réunir des informations, dans les cartes, appendices et le précieux index des cartes, in Morris, *Birth*, pp. ix-xx.
- [10] Voir Bombaji-Sasportas, 'Whose Voice is Heard', pp. 17–22; Joel Beinin, 'Know Thy Enemy, Know Thy Ally', in Ilan Pappé, éd., *Arabs and Jews during the Mandate* [Hebrew], 1995, pp. 179–201; Gil Eyal, 'Between East and West: The Discourse on "the Arab Village" in Israel' [Hebrew], *Theory and Criticism*, 3, 1993, pp. 39–55; Dan Rabinovich, *Anthropology and the Palestinians* [en hébreu], 1998.
- [11] Bombaji-Sasportas, 'Whose Voice is Heard', pp. 31–3.
- [12] Israeli State Archives/Foreign Office/Corpus of the Minister and Director General 19–2444, vol. II, p. 6 : désormais SA/FO/CMDG
- [13] SA/FO/CMDG, 3/2445. Ce dossier particulier contient des documents de la période août-novembre 1948, y compris la rapport du Comité du Transfert, ainsi nommé par Weitz.
- [14] La comparaison entre la narration officielle et les papiers confidentiels de cette période suggère fortement une supercherie délibérée ; Yaacov Shimoi, haut fonctionnaire à l'époque, admettait en 1989 qu'une " version frauduleuse " avait été concoctée. Voir Elam, *The Executors*, note 17, pp. 48-9.
- [15] Zvi Yavetz, 'On the First Days of Tel Aviv University: Memories', *Alpayim*, 11, 1995, pp. 101–29.
- [16] Voir Morris, *Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 133. La traduction des paroles de Meir est de moi, et a été faite à partir de l'édition de 1991, en hébreu, du livre de Morris, p. 185.
- [17] Pour plus de détails sur Shamai Kahane, voir Bombaji-Sasportas, 'Whose Voice is Heard', pp. 100, 119 et 163–8.
- [18] SA/FO/CMDG 18/2402.
- [19] SA/FO/CMDG 18/2406.
- [20] SA/FO/CMDG 19/4222, vol. II; pour l'identification des auteurs, voir Morris, *Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 255 et Bombaji-Sasportas, 'Whose Voice is Heard', p. 148.
- [21] La nature obsédante de cette __expression a aussi été relevée par David Grossman qui a justement intitulé son livre en hébreu sur les Israéliens palestiniens *Les absents présents* (1992). La traduction anglaise est *Sleeping on a wire*.
- [22] Voir en particulier la discussion qu'elle entreprend sur " l'édification d'un corpus de connaissances et le cadrage des réfugiés comme objet scientifique ", et " la catégorisation des réfugiés ", pp.44-99.
- [23] Ce texte de loi est assez long mais est accessible dans tout recueil officiel de la législation du Parlement israélien. Pour des commentaires critiques à cette loi, voir Alina Korn, *The Arab Minority in Israel during the Military Government (1948–1966)*, Thèse de doctorat non publiée, Université Hébraïque

de Jérusalem, 1991, pp. 91–6, et Tom Segev, *1949: The First Israelis*, Jérusalem 1984, pp. 93–5 [tous deux en hébreu].

[24] SA/FO/A/2/2445 (a-948 II).

[25] SA/FO/CMDG 2/2445 A (a-948 II).

[26] C'est moi qui souligne. *Ma'abarot* : camps de transit construits pour l'immigration juive massive des années 50 – transitoires pour les arrivants ashkénazes, moins transitoires pour les sépharades.

[27] Cité dans Yitzhak Laor, *Narratives with no Natives*, p. 132. Le travail critique de Laor constitue à ce jour la tentative la plus sensible visant à montrer comment l'establishment littéraire a été réquisitionné par l'Etat israélien pour écrire le texte hégémonique qui efface la mémoire des Palestiniens. Voir en particulier " The Sex Life of the Security Forces : On Amos Oz ", et " We Write Thee Oh Homeland ", pp. 76-105, 115-71.

Wed, 13 Jul 2005 -- Gabriel Piterberg est professeur d'Histoire à l'université de Los Angeles. L'article qui suit a fait l'objet, assez récemment, d'une publication en hébreu dans le premier numéro d'une revue israélienne : *Mita'am*, éditée par Yitzhak Laor.

La version anglaise <http://www.newleftreview.net/NLR24402.shtml>

New Left Review 10, juillet-août 2001.

Traduction de l'anglais : Michel Ghys

Enfants de la Palestine <info@enfantsdepalestine.org>

AAARGH

[HTTP://AAARGH.COM.MX](http://AAARGH.COM.MX)

[HTTP://VHO.OG/AAARGH](http://VHO.OG/AAARGH)

[HTTP://LITEK.WS/AAARGH](http://LITEK.WS/AAARGH)

AAARGH PERIODICALS

[HTTP://GEOCITIES.COM/ILRESTODELSICLO](http://GEOCITIES.COM/ILRESTODELSICLO)

MAIL

aaarghinternational@hotmail.com